

Réunion de la CLE n°21  
Le 18 mai 2021, de 14h à 17h  
Salle des fêtes de Gémozac

## Compte-rendu

### Rappel de l'ordre du jour

---

**Partie 1 : Présentation de l'étude de révision des Débit Objectif d'Etiage (DOE) et Débit de Crise (DCR) par EAU-MEGA- Avis de la CLE sur les valeurs retenues**

**Partie 2 : Etat d'avancement de l'estimation du volume prélevable (Vp) pour l'irrigation**

**Partie 3 : Présentation par EAUCEA des premiers résultats de l'étude de détermination des débits biologiques toutes saisons**

**Partie 4 : Présentation du suivi des écoulements du bassin réalisé en régie.**

### Annexes au compte-rendu

---

Annexe 1 : Liste des membres présents et excusés

Annexe 2 : Diaporama général

Annexe 3 : Diaporama de l'étude de révision des Débit Objectif d'Etiage (DOE) et Débit de Crise (DCR) par EAU-MEGA

Annexe 4 : Diaporama des premiers résultats de l'étude de détermination des débits biologiques toutes saisons d'EAUCEA

## Compte-rendu

---

### Introduction de la réunion

---

P. FERCHAUD, président de la Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE Seudre, introduit la réunion et rappelle l'ordre du jour.

### Partie 1 : Présentation de l'étude de révision des Débit Objectif d'Etiage (DOE) et Débit de Crise (DCR) par EAU-MEGA- Avis de la CLE sur les valeurs retenues

---

S. MAZZARINO effectue la présentation de l'étude du DOE et du DCR (annexe 3).

M. BROUSSEY rappelle dans quel cadre a été réalisée cette étude. Elle explique que celle-ci a été pilotée par l'Agence de l'eau Adour-Garonne (AEAG) et par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) du bassin Adour-Garonne. L'ensemble de l'étude a également été suivi par un comité de pilotage (COPIL) ayant participé à une dizaine de réunions. Elle ajoute que, lors de la dernière réunion, le COPIL a émis un avis favorable pour les nouvelles valeurs de DOE et de DCR. Enfin, elle explique que la CLE du SAGE Seudre a été réunie ce jour pour émettre à son tour un avis afin qu'il soit intégré dans le nouveau SDAGE 2022-2027.

P. FERCHAUD propose aux participants de s'exprimer ou de poser leurs questions.

G. GOULEVANT commence son intervention en précisant qu'il n'est pas membre de la CLE mais qu'il participe aux travaux réalisés dans le cadre du PTGE Seudre (Projet de territoire pour la gestion de l'eau) et notamment au groupe de travail « volumes ». Selon lui, l'étude présentée a été bien menée mais il déplore le fait que la question du DCR ait été traitée rapidement et en fin d'étude. Il explique que ces valeurs représentent un enjeu particulier, notamment par rapport au PTGE en cours d'élaboration. En effet, il est question de revoir le DCR à la hausse alors que le PTGE ne présente toujours pas de solution pour la profession agricole. Il précise ensuite que l'utilisation de ce nouveau seuil risque de conduire à un arrêt de l'irrigation au moins 4 années sur 10, induisant un impact important sur l'économie agricole du territoire. Il mentionne les travaux réalisés dans le cadre du groupe de travail « volumes » qu'il qualifie de bien engagés et durant lequel deux inspecteurs du CGEED (Conseil général de l'environnement et du développement durable) et du CGAAER (Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et de l'espace rural) sont venus observer et apprécier les échanges. Il complète ses propos en citant les projets de réutilisation des eaux usées traitées (REUT) portés par la Communauté d'agglomération Royan-Atlantique (CARA) qui pourraient apporter des solutions aux irrigants du territoire. Il termine en évoquant son inquiétude par rapport au PTGE Seudre et à la motivation des irrigants face à cette annonce et précise leur envie d'avancer et de trouver des solutions.

Y. THOMAS poursuit en précisant qu'elle exprime la vision commune de la Chambre d'agriculture au sein de laquelle des échanges ont eu lieu en amont de la réunion de CLE. Elle explique être consciente de l'importance des travaux menés et présentés ce jour. En revanche

elle dit déplorer la façon dont a été amenée la nouvelle valeur de DCR (en fin d'étude) et aurait souhaité que les agriculteurs soient mieux associés. Elle interroge l'auditoire sur l'article du Code de l'environnement sur lequel se base cette étude.

S. MAZZARINO explique que les notions de DOE et DCR trouvent leur fondement dans la Directive Cadre sur l'EAU (DCE) [valeurs de débits destinées à évaluer le bon état quantitatif – NDR]. Il ajoute que ces valeurs sont fixées selon des critères biologiques et correspondent plutôt à une gamme de valeurs. Il précise que pour la valeur actuelle du DCR, (25 l/s à la station de Saint-André-de-Lidon) tous les critères étudiés indiquent que le bassin est en souffrance. Il ajoute qu'en raison d'un tarissement rapide, si le DOE est atteint, le DCR l'est également même après l'arrêt des prélèvements.

D. TANTIN intervient et rappelle que l'ordre de grandeur de ces chiffres est connu depuis 20-30 ans et que cette étude vient confirmer scientifiquement la connaissance du terrain. Il rappelle que la Fédération de pêche signale depuis longtemps que le seuil de coupure à 30 l/s est trop bas, mais que rien n'a été fait pour le relever.

F. CHABOISSEAU explique comprendre les différents avis exposés. En revanche, il souhaite ajouter que les volumes prélevés pour l'irrigation sur le bassin ont diminué de moitié en 30 ans. Il pense que la non prise en compte du changement climatique dans cette étude est un problème. Pour lui, il est toujours demandé aux agriculteurs de s'adapter mais il déplore le manque d'aides et de solutions pour la profession qui est prête faire des efforts. Il énonce le souhait que les solutions du PTGE émergent avant la mise en place de nouveaux seuils de gestion.

Y. THOMAS souhaite comprendre de quelle façon vont être utilisés ces seuils et s'ils seront inscrits dans le règlement du SAGE.

F. DE ROFFIGNAC confirme que le PTGE est lancé depuis 2017 et que les pas de temps ne sont pas les mêmes entre les projets de REUT, la révision du DOE et du DCR, l'avancée du PTGE, etc. Elle poursuit en expliquant que l'objectif du jour est que la CLE émette un avis. Elle complète ses propos en insistant sur la vigilance à avoir sur l'accompagnement de la profession et la cohérence entre les projets. Elle termine en évoquant l'idée de mettre ces seuils en attente le temps d'avoir des solutions pour la profession agricole.

J. LYS fait part de son soutien envers la profession agricole. Concernant le projet de réutilisation des eaux usées traitées de la CARA, il alerte sur la nécessité d'avoir une eau de qualité. Il évoque le potentiel en termes de volumes d'eau réutilisable, en soulignant que ce potentiel ne serait exploitable qu'à condition de pouvoir stocker les eaux traitées. Il considère que de cette façon, il serait possible de poursuivre l'irrigation sans utiliser l'eau directement issue du milieu.

P. FERCHAUD remercie l'assemblée pour ces interventions. Il rappelle que la profession agricole a bien été associée aux échanges sur l'étude de révision du DOE et du DCR. Il concède que cette révision de la valeur de DCR puisse arriver trop tôt au regard de l'avancée des

réflexions du PTGE. Il précise que le DCR est un indicateur destiné à la gestion quantitative de la ressource en eau assurée par l'Etat dans le cadre de la gestion conjoncturelle et que le rôle de la CLE sur ce point se limite à prendre acte des conclusions de l'étude et à émettre un avis sur les valeurs proposées. Il invite l'assemblée à statuer sur une proposition d'avis favorable par un vote à main levée.

**Résultats : sur 26 votants**

- 3 votes contre
- 2 abstentions

La CLE émet un avis favorable sur les nouvelles valeurs de DOE et de DCR proposées pour le SDAGE 2022-2017.

**Partie 2 : Etat d'avancement de l'estimation du volume prélevable (Vp) pour l'irrigation**

C. CASTILLO présente l'état d'avancement de l'estimation du Vp pour l'irrigation (Diapositive 13 à 30 – Annexe 2). En propos préliminaires, elle explique que l'ordre du jour a été modifié et que, faute de temps pour effectuer des vérifications, les résultats des premières simulations ne pourront pas être présentés ce jour.

Durant la présentation, C. BLONDEL expose les éléments de définition du Vp et son lien avec le PTGE Seudre.

A l'issue de cette présentation, P. FERCHAUD propose aux participants d'intervenir.

F. CHABOISSEAU revient sur le volume de départ choisi par le groupe de travail pour la première simulation, d'une valeur de 6,37 hm<sup>3</sup> sur l'ensemble des irrigants du bassin souhaitant continuer l'irrigation. Pour lui, ce volume témoigne de la diminution des prélèvements opérée sur le bassin (14 hm<sup>3</sup> en 2006). Il ajoute qu'il y a un risque important que ce volume ne passe pas et refait le lien avec la valeur de DCR précédemment annoncée. La situation est pour lui délicate et il insiste pour que des solutions émergent dans le cadre du PTGE pour la profession agricole.

C. BLONDEL complète la précédente présentation en ajoutant que les prochaines étapes de travail du groupe et des simulations, dans le cadre du PTGE, sont d'estimer un volume potentiellement mobilisable l'hiver afin d'avoir des éléments techniques pour les potentielles solutions du PTGE relatives au stockage.

J-M. BOURRY entend et comprend les problèmes rencontrés par la profession agricole. Cependant, il souhaite rappeler que la circulaire relative au PTGE, la doctrine de l'AEAG et les conclusions de l'Entente sur l'eau, convergent vers une volonté de diminution de toutes les consommations. Ceci induit selon lui une nécessité de révision du concept d'irrigation ainsi que l'adoption de pratiques agroécologiques. Il considère que ces échanges doivent avoir lieu dans le cadre du PTGE.

D. TANTIN souhaite avoir des précisions sur les éléments présentés en matière d'impact des prélèvements sur la Seudre amont.

C. CASTILLO répond qu'un test a été réalisé via le modèle hydrogéologique Crétacé. Celui-ci montre que si les prélèvements agricoles de l'amont sont retirés, les débits restent similaires à St-André-de-Lidon, traduisant ainsi leur faible impact.

En complément, M. BROUSSEY, renvoie à l'étude de la révision du DOE dans laquelle ces conclusions sont vérifiées. Elle précise également que le groupe de travail volume a demandé à ce que l'impact de ces prélèvements (de l'amont) soit évalué sur le réseau hydrographique amont par l'intermédiaire de piézomètres et mesures de débit fictives (issus du modèle).

Y. THOMAS demande si la valeur de DCR est prise en compte dans les paramètres utilisés dans le cadre des simulations.

C. CASTILLO répond que c'est seulement le DOE qui est utilisé et pour lequel la condition à regarder est la fréquence de dépassement (DOE respecté = respect 8/10 ans).

*Une pause de 5 minutes est proposée à l'assemblée. P. FERCHAUD devant quitter la séance, transmet la présidence à A. PUYON pour la seconde partie de la réunion.*

### **Partie 3 : Présentation par EAUCEA des premiers résultats de l'étude de détermination des débits biologiques toutes saisons**

J-P DAVID introduit cette présentation en rappelant le contexte de cette étude, correspondant à la mise en œuvre de la disposition GQ1-3 : Evaluer les débits nécessaires au bon fonctionnement de l'hydrosystème.

B. COUPRY effectue la présentation des premiers résultats de l'étude de détermination des débits biologiques toutes saisons (Annexe 4).

A l'issue de la présentation A. PUYON propose aux participants de s'exprimer.

Y. DAVITOGLU apporte des éléments complémentaires sur le temps d'inondation des zones de frayère nécessaire pour la reproduction des brochets : quarante jours est un minimum, la situation optimale étant de 90 jours. Il explique que le brochet peut se reproduire tous les ans mais qu'une frayère n'est fonctionnelle qu'1/5 ans. Il précise que sous les 40 jours d'inondation des frayères, aucune reproduction n'est possible. Il précise que le choix des 45 jours est donc une valeur basse, choisie pour éviter que l'étude n'aboutisse sur des valeurs de débit trop élevées qui ne seraient pas réalistes en l'état actuel du bassin.

C. RHONE demande si les sondes du CRC ont bien été intégrées pour la zone estuarienne.

B. COUPRY lui confirme que oui.

G. BERTRAND fait le lien entre certaines conclusions de l'étude [exhaussement des fonds à l'amont d'un barrage facilitant l'inondation du lit majeur –NDR] et la politique du syndicat en matière d'effacement et de contournement des ouvrages. Pour lui, ces éléments ne sont pas cohérents, les ouvrages induisant le maintien d'une ligne d'eau favorable à la reproduction des espèces.

A.PUYON répond qu'une étude est en cours sur 12 barrages de la Seudre continentale. Les conclusions de celle-ci doivent arriver pour la fin du mois de juin mais, à ce jour, les premiers résultats d'effacement d'ouvrages (Viguiard et Chadeniers) ne montrent aucun impact sur les cours d'eau.

Y. THOMAS demande si les débits en provenance du ruissellement (eaux pluviales) ont été pris en compte dans l'étude et dans les modélisations réalisées.

B. COUPRY répond que s'agissant du secteur des marais doux d'Arvert et de Saint-Augustin, les eaux de ruissellement ont bien été intégrées.

P. BROUHARD explique que quatre courses traversent la commune du Gua, inondant régulièrement la commune. Il précise donc que la rive droite est aussi concernée et il témoigne de ses difficultés face au manque d'entretien des cours d'eau conduisant aux débordements. Il précise que, malgré l'envoi de courriers aux propriétaires riverains des cours d'eau (donc en charge de l'entretien), aucun entretien n'a été fait. Il insiste sur la nécessité d'intégrer l'ensemble des affluents aux réflexions.

#### **Partie 4 : Présentation du suivi des écoulements du bassin réalisé en régie.**

A.PUYON donne la parole à Y. DAVITOGLU. La réunion ayant pris du retard, il lui demande de réaliser une présentation rapide.

Y. DAVITOGLU présente le suivi des écoulements réalisé en régie par le SMBS sur le bassin de la Seudre continentale (diapositives 34 à 68 Annexe 2).

A l'issue de la présentation, F. POUSSIN demande comment sont attribuées les notes aux différentes stations suivies par le SMBS. Il demande à Y. DAVITOGLU si ce dernier a reçu une formation.

Y. DAVITOGLU répond qu'aucune formation n'est requise car ce type d'observation est très simple à réaliser. Il rappelle la description de chaque type d'observation possible.

B. SIROT mentionne que l'EPTB Charente a développé une plateforme « E-tiage » (observatoire dynamique) et qu'elle pourrait permettre au SMBS de valoriser cette donnée.

C. RHONE trouve qu'il serait intéressant de centraliser les données pour que les acteurs puissent les retrouver sur une même plateforme.

Y. DAVITOGLU précise qu'il existe différents types de données (ponctuelle et linéaire) et que, par conséquent, il peut être difficile de les mutualiser.

B. SIROT précise le fonctionnement de leur plateforme et propose à Y. DAVITOGLU d'en rediscuter.

*La réunion se termine à 17h20. A. PUYON remercie l'ensemble de l'auditoire pour leur participation.*

**Annexe 1**  
**Liste des participants**

**Réunion de la CLE n°21**  
Le 18 mai 2021, de 14h à 17h  
Salle des fêtes de Gémozac

Membres de la CLE présents ou représentés : 26/49

Nombre total de participants : 44

<b>Collège des collectivités territoriales, de leurs groupements et des établissements publics locaux – 15/25</b>
---

– Jacques ALLAIN .....	Commune de Cravans
– Georges BERTRAND.....	Commune de Champagnolles
– Patrice BROUHARD .....	Commune de Le Gua
– Jean-Michel CHATELIER.....	Commune de Meursac
– Françoise de ROFFIGNAC .....	Conseil départemental de la Charente-Maritime
– Pascal FERCHAUD.....	Syndicat mixte du bassin de la Seudre
– Jean GEAY .....	Commune de Virollet
– Thierry GEORGEON .....	Commune de Montpellier de Médillan
– Lysiane GOUGNON .....	Commune de Sablonceaux
– Jacques LYS.....	Eau 17
– Guy MARY .....	Commune de Chaillevette
– Joël PAPINEAU .....	Commune de St-Sornin
– Alain PUYON .....	EPTB Charente
– Jacky QUESSON .....	CDC de Haute Saintonge
– François SERVENT .....	Commune de Nieulle sur Seudre

<b>Collège des usagers, des propriétaires fonciers, des organisations professionnelles et des associations concernées – 7/13</b>
--

– Dominique TANTIN .....	Fédération de pêche 17
– Monsieur JOLLY.....	Syndicat de la propriété rurale et agricole de Charente-Maritime
– Charlotte RHONE.....	Comité Régional Conchylicole PC
– Alain PUYON .....	UNIMA
– Jean-Marie BOURRY .....	Nature Environnement 17
– Jean-Michel VINET .....	Association UFC Que choisir ?
– Yvette THOMAS.....	Chambre d'agriculture Charente-Maritime



– Fabien CHABOISSEAU .....Chambre d'agriculture région Nouvelle-Aquitaine

<b>Collège des représentants de l'Etat et de ses établissements publics – 4/11</b>
--

– Pascal DUBOIS ..... DREAL Nouvelle-Aquitaine  
– Manuella BROUSSEY / Chloé BLANC ..... Agence de l'eau Adour-Garonne  
– Jennifer BAZUS / Léa ROBERT ..... DDTM17

<b>Autres personnes présentes – 18</b>
--

– Baptiste SIROT ..... EPTB Charente  
– Jacques LEPINE..... EAU 17  
– Fabien POUSSIN..... SYRES 17  
– Valentin POMMIER.....OUGC Saintonge  
– Gaël GOULEVANT .....ASA des irrigants Saintonge centre  
– Clément BERACOCHEA ..... SYRES 17  
– Kristell PICHODOU ..... Département de Charente-Maritime  
– Bruno COUPRY ..... EAUCEA  
– Christelle CASTILLO .....BRGM  
– Sébastien MAZZARINO .....EAU-MEGA  
– Timothée LEURENT ..... AEAG  
– Audrey BAYLE ..... DREAL de bassin Adour-Garonne  
– Sylvie FONTENY..... Département de Charente-Maritime  
– Clémentine GUILLAUD..... Agglomération Royan Atlantique  
– Yann DAVITOGU ..... Syndicat Mixte du Bassin de la Seudre  
– Claire BLONDEL..... Syndicat Mixte du Bassin de la Seudre  
– Jean-Philippe DAVID ..... Syndicat Mixte du Bassin de la Seudre  
– Baptiste BERTHOME..... Syndicat Mixte du Bassin de la Seudre

<b>Personnes excusées</b>
---------------------------

- Emmanuel CRETIN ..... Commune de Mornac-sur-Seudre  
– Jean-Michel LALOUE .....Conservatoire du littoral  
– Nicolas SURUGUE ..... OFB Nouvelle-Aquitaine